Les prisons sont

STICE: Woods a did mande par les Universités de Berne et de

De plips en plips de perso

incarcérées restant en prise

Josepp 'à la Éto de lesars jospra. Cir le

'ne étude des saitempliés de

Berne et Fribourg prime des

Duny les prisons suisses,

nombre de criminals de plus de

je-seo u doublé depuis pong pour

glissindre plus de fine perventos

direct. 30- ligities de pilos de 70-an

indique mand in Funds nations

estione (FTKS). Carla Yarot & Tilwolls

Son démographique de la popu

lation, la cristinazione de la ortino

sulfré et des peisses plus afreires

comme les mesures d'intern

Maliforements and did prips

mal préparées à l'accueil de

détenus ágés

L'offensive pour la transparence du financement politique est lancée

CAMPAGNES Une initiative der; Guillaume Saouli, copréfédérale veut lever le voile sur le financement des partis et des campagnes; elle prévoit d'interdire les dons anonymes. La récolte de signatures est lancée

CATHERINE DUBOULOZ, BERNE

Trois femmes, toutes trois conseillères nationales, incarneront le combat pour la transparence du financement des campagnes et des partis. Issues de partis et de régions différentes, la Bernoise Nadine Masshardt (PS), la Genevoise Lisa Mazzone (vice-présidente des Verts) et la Zurichoise Rosmarie Quadranti (cheffe du groupe PBD au parlement), coprésidente de la coalition qui lance l'initiative fédérale «Pour plus de transparence dans le financement politique».

A leurs côtés pour annoncer le

sident du Parti pirate suisse, ainsi que Mathilde Hofer, qui représente le projet de «session des jeunes». Des ONG comme Transparency International soutiennent la démarche, sans toutefois figurer dans le comité.

Dons anonymes interdits

L'initiative demande la publication annuelle des comptes des partis, ainsi que le montant et l'origine des dons supérieurs à 10000 francs par personne et par an. Les comptes des campagnes en vue d'élections à l'Assemblée fédérale et de votations fédérales seraient également rendus publics avant la date du scrutin, pour autant que les montants engagés dépassent 100000 francs; les dons supérieurs à 10000 francs devraient aussi être déclarés. Les dons anonymes seraient interdits. Le texte prévoit que les données intéressant de savoir si ma voisine donne 100 francs à untel», lance Lisa Mazzone. Des sanctions devraient être prévues, mais sont laissées à l'appréciation des

«Soyons clairs, il ne s'agit absolument pas d'interdire ou de limiter le financement privé en politique, le système de milice suisse en a besoin pour fonctionner, explique Rosmarie Quadranti. Mais dans ce système, nous pouvons aussi être dépendants de ceux qui nous soutiennent. Les

Les sanctions seraient laissées à l'appréciation des Chambres

citoyennes et les citoyens ont

dans le financement de la vie politique renforcera la confiance dans la démocratie», ajoute Nadine Masshardt. Misant sur l'exemple, le comité a publié son budget pour la phase de récolte des signatures: il s'élève à 250000 francs, dont 180000 proviennent du Parti socialiste suisse.

Montants records

Le projet a d'ailleurs germé au sein de cette formation durant les élections fédérales de 2015. Selon de nombreux observateurs, cette campagne a été la plus onéreuse de l'histoire. Une estimation régulièrement citée par les médias alémaniques fait état d'un montant de plus de 28 millions de francs dépensés par les partis en affiches et publicités dans les médias. Selon une enquête menée par Le Temps auprès des candidats aux élections fédérales, quelques 120000 francs. A propos des votations cette fois, des spéculations invérifiables planent régulièrement sur les sommes faramineuses qu'engagerait l'UDC dans ses campagnes.

Régulièrement épinglée par le Greco (le Groupe d'Etats contre la corruption), la Suisse est le seul Etat membre du Conseil de l'Europe à ne pas disposer de règles encadrant le financement de la vie politique. Quelques cantons, comme Genève, Neuchâtel et le Tessin, disposent toutefois d'une réglementation: «Nous avons été plus loin, notamment en demandant de mettre en regard la liste des donateurs et le montant des dons», explique Lisa Mazzone.

Constatant que les nombreuses tentatives d'aboutir par voie parlementaire sont vouées à l'échec, les initiants s'en remettent au peuple. Ils se disent persuadés que l'enjeu transcende les partis et qu'au sein des formations

Duns le cadre du progrums campagnes personnelles se sont patiental de melhamba «Fin de viadémarrage de la récolte des signasoient déposées auprès de la tures, mardi à Berne: Claudio bourgeoises, de nombreux élus Chancellerie fédérale. donc le droit de savoir qui se chiffrées à 300000 francs en Les sommes fixées sont relative-Kuster, cheville ouvrière de l'initrouve derrière tel projet, telle Suisse alémanique, à Zurich sont favorables à la transparence. perschairs our la exantitive dont les tiative contre les rémunérations campagne, tel candidat et qui Une partie de leurs électeurs, ment élevées, selon les initiants, notamment; moins d'une poi-Mubbliosemento fixet face à cetts mise sur eux.» «Nous sommes espèrent-ils, devraient l'être tout abusives, qui fut lancée par le pour éviter trop de travail bureaugnée de candidats romands ont installing of or gar only rigoriff déclaré des campagnes à conseiller aux Etats Thomas Mincratique et parce qu'«il n'est pas convaincus que la transparence Jugé en appel, Eric Stauffer dénonce un procès politique



